



Déclaration commune des organisations syndicales lors des assises nationales des GRETA Paris le 7 Juin 2012

Dans la poursuite de l'action engagée par les personnels des GRETA, le 9 février 2012, pour s'opposer à la transformation des GRETA en GIP, l'intersyndicale nationale a décidé la tenue de contre assises académiques au mois de mai puis la tenue de ces assises nationales le jeudi 7 juin.

Les discussions de ce matin ont montré la richesse de la réflexion des camarades qui travaillent aujourd'hui dans le réseau national des GRETA.

A l'issue de cette première demi-journée, et avant de poursuivre notre réflexion sur les enjeux de la Formation continue des adultes, de sa place dans l'Education Nationale, l'intersyndicale nationale des GRETA a souhaité interpellé le nouveau Ministre de l'Education, Vincent Peillon.

C'est la démarche que nous avons eue avec le précédent ministre, Luc Chatel, qui voulait imposer, à marche forcée, la transformation en GIP des GRETA. Les représentants des personnels avaient demandé, à l'unanimité, d'inscrire à l'ordre du jour du dernier CTM, celui du 15 mars, la question de l'avenir des GRETA et de la FCA.

Nous pouvons reprendre intégralement notre déclaration. Les revendications des personnels n'ont pas changé, leur exigence d'être entendus non plus.

Grâce au travail et à l'implication des personnels, le réseau des GRETA est devenu l'un des plus grands opérateurs de formation continue en France. Réseau dynamique, il forme chaque année près de 500 000 stagiaires : salariés, demandeurs d'emploi (dont une majorité de catégories ouvriers et employés) et jeunes sortis de l'École sans qualification. Maillon indispensable de la cohésion sociale, le réseau des GRETA est un outil public de formation continue de haute utilité sociale : il est garant d'un maillage fort des territoires, au plus près des citoyens et des entreprises.

Au prétexte d'une indispensable réforme, qui devait avoir pour objectif l'amélioration du fonctionnement des structures et de la gestion des personnels, l'État chercherait à se désengager.

Le Ministère de Luc Chatel voulait placer les GRETA hors de l'Éducation Nationale en les transformant en groupements d'intérêt public (GIP) autonomes. Les personnels ne seraient plus alors des agents de l'Éducation nationale et les GRETA devraient supporter des charges financières nouvelles mettant en cause leur viabilité. Ce projet qui sort la mission de formation continue de l'Éducation nationale et, qui pénalise les personnels, pose de nombreuses difficultés techniques, juridiques et financières que le ministère n'a pas étudiées.

L'ancien Ministère s'obstinait, alors que ce projet a été rejeté unanimement par les organisations syndicales.

Le nouveau Ministre doit aujourd'hui très clairement indiquer dans quelle voie il s'engage.

Les acteurs des GRETA (personnels administratifs, formateurs, coordinateurs, conseillers en formation continue, services formation continue des Rectorats, agents comptables, chefs d'établissement...) sont opposés à cette réforme et dénoncent le mépris envers les personnels. Ce sont eux qui font vivre, grâce à leur engagement et leur implication, un réseau des Greta efficace et puissant malgré un contexte concurrentiel.

Les organisations syndicales unanimes demandent en urgence l'arrêt de la transformation des GRETA en GIP et l'ouverture immédiate d'une véritable négociation qui :

- garantisse la viabilité des GRETA, préserve la cohérence du réseau et son appartenance au service public d'éducation en abandonnant le passage en GIP ;
- reconnaisse enfin l'engagement et l'implication des personnels des GRETA depuis des années ;
- en garantissant l'emploi de tous les précaires et en leur donnant accès à la loi réduisant la précarité dans la Fonction publique.
- en préservant l'emploi des titulaires au sein des GRETA
- en maintenant les CFC personnels de rectorat chargés de la mise en œuvre de la politique académique au sein des GRETA
- préserve dans les territoires une offre de formation continue de proximité ;
- revienne sur les décisions de désengagement de l'état notamment concernant les postes des conseillers en formation continue.

Il y a quelques semaines, François Hollande, aujourd'hui Président de la République, affirmait « **Le Changement c'est maintenant** »

Pour les personnels des GRETA et les organisations syndicales qui les représentent, cela ne peut avoir qu'une seule implication : la décision de suspendre immédiatement le processus de transformation en gip et l'injonction, du Ministre, Vincent Peillon, en direction des Recteurs pour que dans toutes les académies les services arrêtent le processus en cours.

L'intersyndicale nationale demande donc solennellement au nouveau Ministre de l'Education de la recevoir très rapidement. Elle attend du nouveau gouvernement la décision que le précédent gouvernement avait refusé de prendre malgré l'expression unanime de toutes les organisations.

Les organisations syndicales appellent les personnels à amplifier la mobilisation pour qu'ils soient enfin entendus. Il en va de l'avenir de la formation continue des adultes et du réseau national des GRETA, un acteur essentiel de celle-ci.

A Paris, l'intersyndicale nationale GRETA.